

Les pesticides, bientôt autorisés de façon illimitée ?

Union européenne Jusqu'ici, les pesticides faisaient l'objet d'une réévaluation périodique pouvant mener à leur retrait.

Ce mardi, la Commission européenne a dévoilé le septième volet de son projet "Omnibus", qui a cette fois pour objectif de simplifier les lois en matière de sécurité alimentaire. Au cœur de cet ensemble de mesures visant à réduire la charge administrative, on trouve une réforme de taille qui concerne les pesticides.

La Commission ouvre en effet la porte à une autorisation illimitée dans le temps de ces produits phytosanitaires. Selon l'association de lutte contre les pesticides de synthèse Générations futures, pas moins de 90 % d'entre eux seraient exemptés de toute réévaluation. Les 10 % restants, qui regroupent les substances les plus dangereuses, continueraient pour leur part à être évalués périodiquement, tous les 10 à 15 ans.

En parallèle, l'exécutif européen souhaite doubler la période de grâce permettant l'utilisation des pesticides qui s'avèrent dangereux, la faisant passer à trois ans. Autrement dit, un produit classé comme nocif pour la santé ou l'environnement pourrait bénéficier d'un délai supplémentaire allongé pour

continuer à être vendu et utilisé. Enfin, cette réforme vise également à mettre fin à l'obligation pour les États membres de prendre en compte les dernières informations scientifiques lors de l'évaluation nationale des pesticides.

Une pluie d'oppositions

"Cette proposition abandonne la science. Elle affaiblira considérablement la protection de la santé des citoyens et de l'environnement contre les substances pesticides toxiques, tout en servant les intérêts de l'industrie des pesticides", déplore Martin Dermine, directeur exécutif de Pesticide Action Network (PAN) Europe.

En France, 2 300 médecins et scientifiques ont de leur côté signé une lettre, envoyée au Premier ministre, Sébastien Lecornu, afin de s'opposer à la proposition de règlement de la Commission, qui incarne selon eux un retour trente ans en arrière. Le même mouvement suit son cours côté belge. Dans les colonnes du Soir, la cellule environnement de la Société scientifique de médecine générale (SSMG) a mis en

Les détracteurs de ce projet pointent du doigt le géant Bayer, qui a racheté la firme Monsanto en 2018.



Début décembre, 75 boîtes représentant les substances actives interdites mais exportées par l'Union européenne ont été remises à la Commission lors d'une action symbolique.